

Résumé

Dans les pays de l'OCDE, pour les pouvoirs publics, utiliser les ressources avec efficacité est désormais une priorité essentielle et un élément fondamental des stratégies de croissance verte. Le présent document dresse un tableau synoptique de quelques pratiques de gestion des exploitations agricoles qui ont un potentiel de croissance verte, comme celles qui sont liées aux sols et à l'eau, l'agriculture biologique, la lutte intégrée contre les ennemis des cultures, les biotechnologies ou l'agriculture de précision. Cependant, le choix de ces exemples n'exclut pas que d'autres pratiques puissent être propices à la croissance verte.

Principaux résultats

La préservation des sols et de l'eau présente une attractivité économique très variable selon les sites, mais elle a des effets positifs sur l'environnement

Les données sur la productivité économique sont plus nuancées dans le cas des agriculteurs qui pratiquent la conservation des sols et de l'eau que dans l'agriculture conventionnelle : i) il existe une ambiguïté sur les rendements, dans la mesure où ils s'accroissent dans certaines conditions agroécologiques, mais diminuent dans d'autres, ii) le coût des matières, de l'énergie et des éléments nutritifs est réduit dans le cas des pratiques de conservation des sols, même lorsque des engrais minéraux sont nécessaires pour maintenir les rendements en l'absence de travail du sol, et iii) les méthodes de conservation des sols exigent parfois davantage de capitaux et presque toujours davantage de main-d'œuvre. Généralement, leurs rendements sont en moyenne inférieurs, même s'ils varient d'un pays de l'OCDE à l'autre et suivant les produits agricoles.

Les effets sur la productivité des ressources naturelles sont globalement positifs. Les répercussions bénéfiques de la conservation peuvent prendre plusieurs formes : réduction de la consommation de matières non énergétiques et de la production de déchets ; gestion écologiquement rationnelle des éléments nutritifs ; diminution du ruissellement des éléments nutritifs et des émissions de GES, et séquestration de grandes quantités supplémentaires de carbone ; production de services écosystémiques, notamment par le biais de la préservation de la biodiversité et des paysages ruraux ; et stimulation de l'innovation dans les secteurs non agricoles (machines, industrie chimique ou bioingénierie, par exemple). Néanmoins, il faut parfois plusieurs années pour apprécier les avantages environnementaux des systèmes de gestion conservatoire des sols et de l'eau et pour pouvoir mesurer l'efficacité de l'utilisation des ressources dans toute son ampleur.

En tout état de cause, ces résultats doivent être analysés à la lumière de l'augmentation de la demande d'aliments destinés à la population humaine et aux animaux. Même dans les cas où l'agriculture de conservation parvient à avoir des rendements équivalents à ceux de l'agriculture conventionnelle, la hausse de la demande d'aliments destinés à la consommation humaine et les signaux d'augmentation des prix peuvent accentuer la pression exercée sur les ressources en sol et, notamment, favoriser la conversion de nouvelles superficies à l'agriculture. Cela risque de pousser à convertir des terres dont d'autres usages peuvent être précieux (zones naturelles, par exemple). Dans l'ensemble, les pratiques de conservation des sols peuvent déboucher sur de nouvelles possibilités d'emploi.

L'agriculture biologique assure des services écosystémiques, mais son potentiel de rentabilité est plus incertain

La recherche, les essais au champ et l'expérience des agriculteurs montrent que, globalement, l'agriculture biologique est plus respectueuse de l'environnement que l'agriculture conventionnelle. Cependant, ses performances économiques sont incertaines, car les prix plus élevés de ses produits et le soutien public ne compensent pas en totalité ses rendements inférieurs et ses coûts économiques plus élevés dans l'ensemble.

L'agriculture biologique crée des emplois sur les exploitations et elle est susceptible d'en créer en dehors également, moyennant ses liens avec les transformateurs, les négociants et les détaillants. De plus, dans plusieurs pays, son image positive favorise le tourisme et la création de petites activités associées en milieu rural. Du point de vue écologique, elle a des effets positifs sur les sols, l'eau et la biodiversité. Toutefois, ses incidences sur les émissions de GES ne sont pas aussi avérées.

La lutte intégrée contre les ennemis des cultures peut être bénéfique à la fois à la rentabilité, à l'environnement et à la santé humaine

Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'adoption de la lutte intégrée répond avant tout aux attentes des consommateurs et des producteurs, qui souhaitent que les aliments soient plus sûrs et que les risques sanitaires soient limités. Les effets sur les rendements, les bénéfices des exploitations, les revenus agricoles et l'environnement sont positifs. En adoptant des techniques intégrées qui exigent peu d'intrants, les agriculteurs peuvent faire diminuer la consommation de pesticides. Les données relatives aux effets sur l'emploi sont peu nombreuses. Il faudrait s'entendre sur une définition commune de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures pour évaluer l'action publique et les impacts.

Les avantages potentiels des biotechnologies agricoles ne se concrétisent pas

Malgré la controverse qu'elles ont fait naître dans certains pays, les plantes issues des biotechnologies sont peu à peu de plus en plus utilisées. Leur emploi est toutefois variable d'un pays à l'autre et leur commercialisation concerne surtout les cultures fourragères (et quelques caractères). Aujourd'hui, les produits de deuxième et troisième générations visent des problèmes plus complexes, comme la tolérance à la sécheresse et l'efficacité de l'utilisation de l'azote, mais beaucoup de travaux de recherche sont encore nécessaires.

Il faut faire preuve de prudence dans l'extrapolation d'un caractère, d'une culture ou d'un pays à un autre, du court terme au long terme et d'un petit échantillon d'agriculteurs à un secteur tout entier, mais dans l'ensemble, les données semblent indiquer que l'application des biotechnologies modernes à l'agriculture a les résultats suivants : les exploitants enregistrent un bénéfice économique net du fait de la baisse des coûts des pesticides, d'une gestion plus souple et moins exigeante en main-d'œuvre des adventices, et de la facilitation du non-travail du sol ; les émissions de GES et les rejets d'ingrédients actifs toxiques dans l'environnement sont réduits ; la pression exercée sur les ressources en sol diminue et, par ricochet, il en va de même de celle que l'utilisation des terres agricoles fait peser sur les habitats naturels ; les effets sur l'emploi en amont et en aval du secteur agricole sont notables ; on constate une baisse des prix de certains produits agricoles de base importants, à savoir le coton, le maïs, le colza oléagineux et le soja. Néanmoins, les avantages environnementaux sont fonction des circonstances et il est indispensable de concevoir avec soin les pratiques de gestion pour éviter que les insectes et les adventices ne deviennent résistants.

Si les risques et les avantages que présentent les biotechnologies agricoles modernes ne peuvent pas être évalués objectivement sur la base des meilleures données scientifiques disponibles, nous passerons à côté d'une chance non négligeable de faire avancer la croissance verte dans l'agriculture. Imposer des obstacles réglementaires très restrictifs pour répondre à des incertitudes pourrait coûter cher à la société en limitant ou en ralentissant l'accès à des technologies bénéfiques. Cependant, l'un des principaux enseignements de l'analyse est que l'adoption des biotechnologies ne produit pas les gains économiques qui lui sont associés si elle n'est pas acceptée par la société.

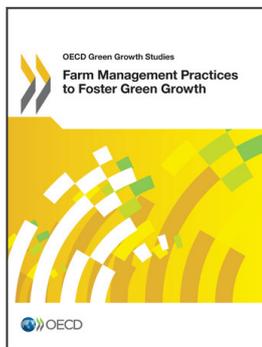
L'agriculture de précision est prometteuse, mais les données à son sujet restent lacunaires

L'agriculture de précision est une démarche qui englobe toute l'exploitation et dont l'objectif est d'optimiser ce que rapportent les intrants tout en améliorant l'empreinte de l'activité sur l'environnement. Il existe un large éventail de technologies, mais celles qui sont le plus couramment adoptées relèvent d'activités à forte intensité de savoir (guidage par GPS, par exemple). Les informations sur l'agriculture de précision proviennent d'enquêtes sporadiques aussi bien dans le temps que dans l'espace, car les pays ne collectent pas de données régulièrement.

L'agriculture de précision peut contribuer à faire augmenter la productivité et l'efficacité de l'utilisation des ressources, qu'il s'agisse des ressources naturelles ou des intrants, ce qui atténue les problèmes environnementaux imputables aux activités agricoles. En outre, elle est à même de limiter l'empreinte écologique au-delà de l'exploitation (moyennant, par exemple, une gestion plus efficace de la productivité de l'eau). Ses effets sur l'emploi sont variables sur les exploitations agricoles, mais positifs en amont et en aval du secteur. Néanmoins, comme elle est peu répandue, on en sait encore peu sur ses effets environnementaux. Les lacunes techniques, le manque de connaissances, les coûts élevés au démarrage, le risque que la rentabilité de l'investissement soit insuffisante, et les contraintes structurelles (exploitations trop petites, par exemple) et institutionnelles sont des obstacles majeurs à l'adoption de l'agriculture de précision par les exploitants.

Recommandations à l'intention des pouvoirs publics

- La politique agricole devrait être caractérisée par la flexibilité, pour que les différentes pratiques ou combinaisons de pratiques puissent être appliquées dans les environnements qui conviennent le mieux.
- Il est essentiel que les pouvoirs publics veillent à ce que les diverses externalités environnementales (positives comme négatives) découlant des systèmes agricoles soient internalisées, de manière à ce que les agriculteurs puissent déterminer quel système il est préférable d'adopter pour produire ou éviter ces externalités.
- Veiller à ce que les politiques destinées à faciliter l'adoption de pratiques de gestion des exploitations présentant un potentiel de croissance verte soient cohérentes avec les politiques visant à accroître la productivité de manière durable.
- Faciliter la production d'informations scientifiques crédibles sur les pratiques de gestion des exploitations dues aux agriculteurs ou aux chercheurs, ainsi que leur diffusion auprès des exploitants et du grand public.
- Améliorer le suivi et l'évaluation des effets économiques, environnementaux et sociaux des pratiques de gestion des exploitations qui présentent un potentiel de croissance verte, pour approfondir l'analyse des risques, étayer les décisions des pouvoirs publics et optimiser leur contribution à la croissance verte.
- Mettre en évidence les facteurs qui empêcheraient l'adoption des pratiques de gestion des exploitations qui présentent un potentiel de croissance verte.
- Soutenir les initiatives internationales visant à concevoir des directives communes sur la définition de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures et sur des principes qui établissent des critères permettant de mesurer son adoption et son impact.
- Développer la recherche sur les pratiques de gestion des exploitations qui présentent un potentiel de croissance verte, réduire le poids de la réglementation, encourager les partenariats public-privé et établir les cadres réglementaires nécessaires pour que ces pratiques satisfassent à des normes acceptables de biosécurité et de protection de l'environnement.



Extrait de :

Farm Management Practices to Foster Green Growth

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264238657-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Résumé », dans *Farm Management Practices to Foster Green Growth*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264252721-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.